

La Vie Internationale

L'Heure du Redressement

7 juin 1952

A la suite des accords de Bonn les augures nous avaient prédit tous les malheurs. Les foudres du Kremlin allaient s'abattre. Ce que nous avons vu jusqu'ici reste dans le cadre des prévisions : la politique des coups d'épingle continue. Moscou savait depuis longtemps que l'intégration de l'Allemagne de Bonn dans la communauté occidentale était inévitable. Il est probable même que cette intégration n'était pas pour déplaire aux Soviétiques. Ils n'ont jamais désiré l'unification de l'Allemagne. En rendant la coupure plus nette entre les deux tronçons, Moscou se donnait un prétexte pour accélérer l'intégration de sa zone dans le bloc des satellites et procéder au réarmement de la Jeunesse. Deux armées allemandes d'obédience opposée vont se trouver complètement isolées et face à face, ce qui exposerait toute tentative de poussée de l'Occident à une guerre civile entre Allemands. On peut dire sans paradoxe que, loin d'accroître les risques de guerre, ce nouvel équilibre de forces le rend moins probable : car celui qui lancerait les Allemands les uns contre les autres ne peut pas prévoir ce qui en résulterait. On élève parfois des chiens pour se faire mordre.

Les incidents de Berlin.

Ce qui s'est passé à Berlin reste un échange de mauvais procédés. Les Russes ont coupé le téléphone, barré la route de Berlin vers l'Ouest aux patrouilles alliées, rendu nécessaire des passeports pour circuler d'une zone à l'autre : les Anglais ont riposté en isolant le poste de radio soviétique enclavé dans leur secteur. Enfin une véritable frontière de barbelés séparera les deux Allemagnes. Le rideau de fer deviendra plus impénétrable et la fissure berlinoise, si pénible aux Russes, se trouvera presque colmatée; quant au blocus de Berlin, il ne semble pas probable. Il en résulterait une épreuve de force que les Alliés ont les moyens de gagner et l'on ne voit pas le profit qu'en retireraient les Russes. Ils ont d'ailleurs reçu sur ce point des avertissements sérieux.

La ratification des accords de Bonn.

Les accords de Bonn signés restent la ratification. Notre impression est qu'elle sera plus facile et plus rapide qu'on ne pouvait le croire. Le Congrès américain va donner l'exemple dès juillet. A Bonn ensuite les difficultés ne semblent pas insurmontables, moins encore à Londres. Le parlement français sera saisi le dernier et devant un accord déjà établi on peut penser qu'il se laissera convaincre. Les arguments ne manqueront pas lorsque l'on aura étudié de plus près le

texte même des accords qui présentent pour la France beaucoup plus d'avantages qu'on ne veut en voir. Que ne les avons-nous obtenus en 1919 !

Les élections en Italie.

Les élections municipales italiennes dans le Sud ont donné lieu aux appréciations les plus divergentes. Tous les partis se déclarent satisfaits et les chiffres comparés varient, selon qu'on se réfère à 1948, année de l'apogée de la Démocratie chrétienne, ou de 1945 où les communistes avaient fait le plein, ou encore de 1951.

Tout bien pesé, voici ce qu'il ressort : les partis du centre alliés autour de De Gasperi ont comme prévu perdu du terrain, moins cependant qu'ils ne le craignaient. Les partis de Droite, Monarchistes et Néofascistes, ont enregistré une avance énorme moins impressionnante cependant, si l'on se souvient que le Parti de « l'Uomo qualunque » aujourd'hui défunt et qui eut une grande vogue représentait des tendances vagues. Enfin les partis d'extrême-gauche, Communistes et Nennistes perdent un peu de terrain, les seconds surtout, en l'égard des chiffres comparables de l'année dernière. La situation politique de la péninsule est assez embrouillée. De Gasperi suivra-t-il la pente indiquée par l'électorat et cherchera-t-il à ramener dans la coalition démocratique les éléments monarchiques et conservateurs ? C'est ce qui semble le plus probable, encore que de réalisation fort difficile.

Par ailleurs, nous avons signalé que la fraction socialiste de Nenni, associée jusqu'ici aux communistes pencherait avec précaution vers un retour à l'unité du parti et par conséquent à la participation au pouvoir. Comment concilier ces deux possibilités ? Peut-être en préparant pour les élections législatives de 1953 un programme minimum acceptable pour tous ceux qui consentiraient à entrer dans une véritable union nationale ? En tous cas le sentiment général après ces élections est plutôt optimiste surtout dans les milieux d'affaires.

Contrairement à ce qu'on lit en France à ce sujet, il semble que le peuple italien aspire à une politique raisonnable où le progrès social serait poussé dans les limites des possibilités et non par la force de la démagogie. La Démocratie chrétienne avait ces derniers temps donné beaucoup de gages à la gauche. Le corps électoral ne l'a pas suivie. D'autres mouvements similaires feraient peut-être bien de méditer cet enseignement. Le progrès social n'est possible que par le développement de la richesse nationale, c'est-à-dire par la concorde civique et le travail. Dans un état

moderne de civilisation industrielle la répartition de la richesse est à peu près la même quelque soit le régime politique. Une révolution n'y changerait rien, sinon en plus d'inégalité et de misère. L'U.R.S.S. et la Yougoslavie en sont l'illustration.

Ces vérités premières si délibérément ignorées par les semi-intellectuels qui croient représenter l'opinion de l'élite, sont au contraire mieux comprises des masses. Le déclin du communisme masqué par les statistiques électorales est aujourd'hui suffisamment éclatant — chez nous et le sera sans doute demain en Italie — pour nous permettre d'insister sur ce bon sens de l'homme moyen, long parfois à se manifester, mais qui sait dire un jour son fait aux idéologues qui ne sont pas tous marxistes. Bien entendu, ces remarques ne peuvent s'appliquer qu'aux peuples très évolués dont la conscience politique a subi un commencement d'éducation. L'erreur fondamentale du bolchevisme, surtout ces derniers temps, est d'avoir sous-estimé l'intelligence des peuples. Ces révolutionnaires habitués à endoctriner les masses russes de 1917, enfermés depuis dans leurs murailles, n'ont pas senti évoluer la conscience humaine. Il pourrait leur en coûter et même chez eux.

En Roumanie.

Après les déportations sanglantes des habitants de Bucarest, le scandale éclate parmi les dirigeants du Gouvernement fantôme de Roumanie. Anna Pauker ex-favorite de Staline qui autrefois l'avait débarrassée de son mari tombe en disgrâce, tandis que son amant le ministre Luca, ainsi que le camarade Georgescu descendent la pente fatale qui va leur faire rejoindre les Gomulka, Petchkof et autres Slansky. On voit dans l'élimination de la Pauker une nouvelle manifestation de l'antisémitisme dont le Kremlin se sert depuis plusieurs années pour détourner l'attention des masses de leur misère en réveillant de vieux instincts. Seul Kaganowitch, beau-père de Staline demeure en place. Pour combien de temps ?

CRITON.